

● (1250)

Le gouvernement semble croire qu'il s'agira en quelque sorte d'un programme de création d'emplois. Je suppose qu'il pense que ce serait le cas si l'on ne modernisait pas les lignes, alors que c'est en soi une activité créatrice d'emplois. Certains conservateurs semblent croire que si l'on n'améliore pas ces lignes, beaucoup d'emplois seront créés dans les régions concernées car les camionneurs devront transporter le grain sur une distance de 30 à 40 milles vers les nouveaux points de chargement des chemins de fer. Il faudra alors plus de travailleurs pour conduire les camions, pour construire et entretenir les routes. Malheureusement, les agriculteurs et les petites municipalités vont encourir des dépenses beaucoup plus fortes sous forme de taxes locales pour l'entretien du réseau routier. Les agriculteurs vont payer plus cher pour faire transporter leurs céréales par camion jusqu'aux chemins de fer. En politique depuis huit ans, je n'ai jamais vu une gestion économique aussi pitoyable, ni vu de pires tentatives de favoritisme politique. Pourtant, c'est l'orientation que le parti conservateur semble vouloir donner au pays.

Peut-être cela explique-t-il aussi les jongleries avec les dépenses et les efforts pour créer des emplois, et pourquoi les dépenses prévues au cours des deux dernières années du mandat s'élevaient à 7,7 et 5,5 p. 100, tandis qu'au début du mandat l'augmentation des dépenses s'est établie à 1,9 p. 100. Dans les premières années, le ministre a voulu donner l'impression de sabrer dans les dépenses. Il croit encore qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires, mais cela ne l'empêche pas de dépenser davantage. Cela s'explique en partie par le fait que les fonctionnaires sont remplacés par des sociétés ou des particuliers du secteur privé qui fournissent les mêmes services à des coûts plus élevés.

Cela semble être vrai dans le cas de la recherche publique, surtout au ministère de l'Agriculture. Depuis que le gouvernement est au pouvoir, la recherche au ministère a été réduite de quelque 500 année-personnes. Beaucoup de ces postes étaient comblés par des professionnels, des techniciens et d'autres personnes affectées aux services de soutien.

Cela traduit l'attitude que le gouvernement actuel a adoptée, je suppose: la recherche devrait être faite par le secteur privé plutôt que par le secteur public. A mon sens, c'est une grave erreur, car je sais que beaucoup d'agriculteurs et de consommateurs ont fait des économies substantielles justement parce que la recherche relevait du secteur public. Le secteur privé ne serait pas intéressé à se lancer dans ce genre de recherche parce que, entre autres choses, il n'aurait aucune raison de faire des recherches dont le résultat serait de dissuader les gens d'acheter ses produits. A mon avis, la recherche par le secteur public doit se poursuivre. Elle a un rôle très utile à jouer et j'espère que les futurs budgets des dépenses en tiendront compte.

Vous me faites signe que j'ai épuisé mon temps de parole. Je terminerai en disant que j'éprouve beaucoup de difficultés à comprendre comment le gouvernement peut persister à vouloir accroître notre fardeau financier de 25,3 milliards de dollars, tout en sachant qu'il devra vraisemblablement revenir à la Chambre pour demander à emprunter encore davantage, à un

Pouvoir d'emprunt—Loi

moment où le ministre prétend vouloir réduire le déficit. Pourtant, ainsi que je l'ai signalé, le déficit a augmenté énormément depuis que le ministre exerce ses fonctions.

M. Hawkes: Madame la Présidente, j'ai écouté mon honorable vis-à-vis avec un énorme intérêt. J'ai deux questions très importantes à lui poser.

Ni lui ni moi n'étions député à l'époque du dernier gouvernement minoritaire en 1972, 1973 et 1974. Cependant, nous savons que le très honorable chef de l'opposition actuel (M. Turner) était alors ministre des Finances. A ce titre, il a augmenté les dépenses d'au moins 30 p. 100 dans le cadre des budgets de deux années successives. Son gouvernement a mis en oeuvre des programmes qui ont réduit la croissance du revenu. Le fardeau de la dette dont nous parlons aujourd'hui est la conséquence directe de l'appui que le NPD a accordé à ce gouvernement libéral minoritaire qui s'est efforcé de soudoyer les électeurs en augmentant ses dépenses sans se soucier d'accroître d'autant les revenus, ainsi qu'il l'aurait fait s'il avait été sérieux.

Je pose ma première question. Si une situation analogue devait se présenter à l'avenir, son parti et lui agiraient-ils de même? Son parti ne cesse de harceler le gouvernement pour qu'il augmente les dépenses, mais il ne le presse guère d'augmenter les recettes. Dans son exposé, il n'a pas fait état du fait que le récent budget ne nécessite aucun emprunt; nous ne serions pas en train de demander à la Chambre aujourd'hui l'autorisation d'emprunter 25,3 milliards de dollars si nous n'avions pas à assurer le service de la dette qui a résulté des politiques que le Nouveau parti démocratique et le parti libéral ont instaurées de concert. Nous bénéficierions cette année d'un excédent de plus de 3 milliards de dollars que nous pourrions utiliser pour réduire la dette des contribuables canadiens. Si nous empruntons maintenant, c'est simplement pour assurer le service de la dette contractée en 1972, en 1973 et en 1974. Ma première question est donc la suivante: A l'avenir, son parti et lui continueraient-ils d'agir d'une façon aussi irresponsable du point de vue financier?

J'en viens à ma seconde question. En 1979, le NPD a proposé une motion de censure envers le gouvernement conservateur. A cette époque, c'était le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) qui était ministre des Finances. Tous les organismes économiques sérieux du Canada ont dit que son budget de 1979 était le budget le plus juste de toute la décennie à l'égard des pauvres de notre pays. A l'époque où le NPD exerçait une certaine influence au sein du gouvernement minoritaire, jamais il n'a présenté de budget vraiment équitable à l'égard des pauvres. Or, notre parti en a présenté un en 1979 et le NPD a trouvé le moyen de nous renverser. A l'instar des contribuables, nous avons le droit de savoir si à l'avenir le NPD continuerait d'agir ainsi pour punir les pauvres de notre pays? Ferait-il en sorte d'accroître le fardeau de la dette pour les générations à venir au lieu de faire preuve d'une certaine responsabilité financière?

La présidente suppléante (Mme Champagne): La présidence se rend compte que le député de Humboldt—Lake Centre (M. Althouse) aimerait bien répondre aux observations du secrétaire parlementaire. A mon avis, cependant, la meilleure façon de nous assurer qu'il dispose d'un temps égal serait d'attendre après la période des questions.